

ASAMBLEA POPULAR DE LOS PUEBLOS DE OAXACA
www.asambleapopulardeoaxaca.com

Brochure de solidarité avec la révolte sociale d'Oaxaca

Solidarité avec l'APPO !



Novembre 2006

Prix libre

Sommaire :

Pour plus d'information :

Indymedia Chiapas : http://chiapas.indymedia.org

Indymedia Mexico : http://mexico.indymedia.org

Centre des médias libres du DF : http://www.vientos.info/cml

Radio Pacheco : http://www.radiopacheco.org

Radio Sabotaje : http://sabotaje.blogsome.com

Radio Plantón : http://www.radioplanton.net

Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca : http://www.asambleapopulardeoaxaca.com/

Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte

33, rue des Vignoles 75020 Paris

http://cspcl.ouvaton.org - cspcl@altern.org - http://listes.samizdat.net/sympa/info/cspcl_l

Troisièmement. - L'EZLN lance un appel à l'Autre Campagne au Mexique et au nord du Río Bravo, à se mobiliser ce 1er novembre, là où cela est possible, en bloquant de manière totale les chemins, les routes, les péages, les gares, les aéroports et tout les moyens de communication.

Quatrièmement. - Le message que les hommes et femmes zapatistes adressons et adresserons au peuple d'Oaxaca n'est que celui-ci : ***Vous n'êtes pas tout seuls, vous n'êtes pas toutes seules***.

Ulises Ruiz hors d'Oaxaca !
Retrait immédiat des forces fédérales d'occupation en territoire oaxaquénien !
Liberté immédiate et inconditionnelle de touTEs les détenuEs !
Retrait de tous les ordres d'arrestation !
Châtiment aux assassins !
Justice ! Liberté ! Démocratie !

Depuis le nord du Mexique.
Pour le Comité clandestin révolutionnaire indigène – Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale.
Pour la Commission Sexta de l'EZLN,
sous-commandant insurgé Marcos.
Mexique, octobre 2006.



L'attaque fédérale n'a pas d'autre objectif que celui de maintenir au pouvoir Ulises Ruiz et de détruire l'organisation populaire de ceux d'en bas d'Oaxaca.

Le peuple d'Oaxaca résiste. Aucune personne honnête ne peut rester silencieuse et immobile tandis que tout un peuple, majoritairement indigène, est assassiné, frappé et emprisonné.

Nous, les hommes et les femmes zapatistes, nous ne flancherons pas et nous nous mobiliserons en soutien au peuple frère et compagnon d'Oaxaca.

La Commission *Sexta* de l'EZLN a déjà consulté la direction zapatiste et a décidé ceci :

Premièrement. - **Durant toute la journée du 1er novembre 2006, seront fermés les routes et chemins** qui traversent les territoires où l'EZLN maintient une présence dans l'État sud-oriental du Chiapas. En conséquence, nous exhortons toutes et tous à s'abstenir de se déplacer par les routes du Chiapas ce jour-là et que soient prises les dispositions pour cela.



Deuxièmement. - À travers sa Commission *Sexta*, l'EZLN a lancé des contacts et des consultations avec d'autres organisations politiques et sociales, ainsi qu'avec des groupes, collectifs et individus de l'Autre Campagne, pour lancer des journées de solidarité avec Oaxaca et convoquer de manière conjointe tout le Mexique d'en bas à réaliser **une grève nationale le 20 novembre 2006**.

Chronologie d'un feu qui court

22 mai : 70 000 instituteurs d'Oaxaca se mettent en grève. Le centre de la capitale est occupé. 20 000 grévistes et leurs familles campent autour de la place principale.

14 juin : 2 000 policiers attaquent à l'aube le campement. Trois heures plus tard, les instits, soutenus par la population, reprennent le contrôle de la ville.

2, 7, 16 juin : Des « mégamarches » rassemblent jusqu'à 800 000 manifestants.

17 juin : Création de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), qui exige la destitution du gouverneur et intensifie les blocages.

Fin juin : Les occupations de mairies se multiplient, suivies de l'expulsion des maires et de l'élection de conseils. On ferme les administrations et on réquisitionne les véhicules officiels.

2 juillet : Élection présidentielle. Le PRI est balayé dans les urnes. Il monnaie son soutien au candidat de droite. Le candidat de gauche, qui était favori, dénonce une fraude et mobilise ses partisans.

17 juillet : Blocus des hôtels et complexes touristiques. La Guelaguetza, fête indigène devenue foire commerciale, est annulée. Une Guelaguetza alternative sera célébrée avec succès. Le ministre du tourisme parle de catastrophe « comparable à l'ouragan Wilma ».

23 juillet : Manif contre le mitraillage de Radio Universidad. Six paysans sont placés en garde à vue. Après les avoir libérés, la foule saccage le commissariat et danse dans la rue.

27 juillet : L'APPO demande au Sénat de destituer le gouverneur, qui affirme qu'« Oaxaca est en paix ».

1er août : Une manif de femmes armées de casseroles occupe la radio-télévision officielle.

3 août : Des hommes masqués tirent à la kalachnikov sur les locaux de la télé occupée.

9 août : Meurtre de trois Indiens de l'APPO. Arrestation de deux leaders de l'APPO, accusés de rébellion. Trois instits sont enlevés par des inconnus et torturés dans un commissariat.



10 août : Manif réclamant la libération des trois instits. Des barbouzes ouvrent le feu : un mort. Un site Internet appelle au meurtre des figures de l'APPO.

16 août : Les organisations patronales supplient le président Fox d'intervenir, parlant de « dégâts économiques à effet domino ».

17 août : Grève civique des syndicats de la santé, des télécommunications, de l'université et des services municipaux. Tentative d'arrestation d'un leader de l'APPO : les policiers sont giflés, désarmés puis livrés aux autorités.

21 août : Des paramilitaires expulsent les occupants de la télé officielle. Dans les heures qui suivent, l'APPO investit douze radios commerciales.

22 août : Un « convoi de la mort » parcourt les rues et tire sur les radios occupées : deux morts. Des dizaines de barricades se dressent pour empêcher les tueurs de circuler.

APPEL DU CCRI-CG ET DE LA COMMISSION *SEXTA* DE L'EZLN À LA MOBILISATION LES 1er ET 20 NOVEMBRE

30 octobre 2006.

Au peuple mexicain, Aux peuples du monde,
À toute la « Otra » au Mexique et au nord du Río Bravo,
À toute la « Sexta » internationale :

Compañeras et *compañeros*,
Frères et sœurs :

Comme il est de notoriété publique, hier, 29 octobre 2006, les forces fédérales du gouvernement de Vicente Fox ont attaqué le peuple d'Oaxaca et sa plus digne représentante, l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, l'APPO.



Au jour d'aujourd'hui, les fédéraux ont assassiné au moins trois personnes, dont un mineur, fait des dizaines de blessés, parmi elles de nombreuses femmes, et des dizaines de détenus qui ont été transférés illégalement vers des prisons militaires. À tout cela s'ajoutent les morts, détenus et disparus depuis le début de la mobilisation demandant le retrait d'Ulises Ruiz du gouvernement d'Oaxaca.

Appel urgent à la mobilisation en soutien à l'APPO

Des tueurs d'Ulises Ruiz tirent contre les barricades de l'APPO, assassinent plusieurs *compañeros* et laissent une vingtaine de blessés.

Aujourd'hui, 27 octobre, des tueurs de l'assassin Ulises Ruiz, ont tiré sur les barricades de l'APPO dans l'avenue de Ferrocarriles, de Santa Lucía del Camino et dans l'agence municipale de Coyotepec, dans la banlieue d'Oaxaca. Au cours d'un de ces affrontements, ils assassinèrent Bradley Will, journaliste membre d'Indymedia, citoyen des États-Unis et blessèrent plus de 6 *compañeros*. L'APPO informe également, à travers Radio Universidad, de la mort d'un autre enseignant et de près de 20 blessés par balle ou arme blanche.

Ces lâches agressions armées contre le peuple d'Oaxaca ne laissent aucun doute que l'assassin Ulises Ruiz doit immédiatement abandonner son poste, il n'y a pas d'autre solution ni de discours qui vaille.



La Commission *Sexta* de l'Armée zapatiste de libération nationale lance un appel à tous les adhérents et les sympathisants de l'Autre Campagne et de la Zezta Internationale pour qu'ils se manifestent par tous les moyens et sous toutes les formes, partout où ils se trouvent, afin d'exiger le renvoi immédiat de l'assassin Ulises Ruiz, son châtiment et celui de ses complices et en soutien de l'APPO.

23 août : La procureur général accuse l'APPO d'être un mouvement de guérilla urbaine.

25 août : De mystérieux guérilleros distribuent des tracts soutenant l'APPO, la mobilisation anti-fraude et l'EZLN… Effet immédiat : l'armée patrouille la zone et intimide les assemblées de l'APPO.

30 août : Le quotidien "La Jornada" révèle que 1 200 hommes de main s'entraînent dans deux casernes du centre du pays en vue d'intervenir contre les mouvements d'insurrection civile.

31 août : Les travailleurs de la santé sont en grève depuis deux semaines.

1er septembre : Mégamanif. L'APPO réclame un soutien plus actif des zapatistes. « Les rues puent la sueur d'Indien et le graffiti anarcho-punk », écrit un journaliste.

4 septembre : Échec du déménagement de l'administration Ruiz à Juchitán. Sous la pression de la rue, le maire de la localité déclare le gouverneur persona non grata. À Oaxaca, l'APPO lance un manifeste où Ruiz est « proscrit » et publie des bans placardés dans tout l'État.

Cette chronologie accompagne les articles LE SUD MEXICAIN SE MET EN COMMUNE et « LE VIEUX RÉGIME EST MORT » publiés dans *CQFD* n° 37, septembre 2006, actuellement en kiosques et librairies.



Le spectre de Louise Michel

Depuis plus de trois mois, les fantômes de Louise Michel et d'Élisée Reclus parcourent les nuits désertes d'une ville au long passé dans le sud du Mexique. Seule la lumière ténue de quelques lampes ou les flammes des feux allumés dans les centaines de barricades qui réchauffent les longues nuits d'Oaxaca percent les ténèbres.



Les estimations les plus timorées annoncent que la population de la ville d'Oaxaca a levé environ 500 barricades, d'autres, plus enthousiastes, parlent de 1 500 barricades dressées en une seule nuit.

La "Commune" d'Oaxaca a surgi après que le gouverneur Ulises Ruiz, un despote appartenant à la faction la plus violente du PRI, a ordonné, le 14 juin dernier, la dispersion manu militari d'un piquet organisé pacifiquement par des professeurs en grève. L'intervention musclée des forces de police en plein centre historique de la ville n'a pas seulement affecté ces syndicalistes, car la police ayant été repoussée et encerclée, le gouverneur a ordonné d'utiliser son hélicoptère particulier pour lancer des bombes de gaz au poivre sur la foule. Des employés des hôtels et des commerces tout proches ainsi que des habitants du quartier et des centaines de touristes furent ainsi intoxiqués et durent être évacués du champ de bataille. Les enseignants syndicalistes sont parvenus à réoccuper le centre-ville, action qui a réveillé la conscience des habitants.

Durant toute la nuit du dimanche au lundi, la cité universitaire a tenu bon.

Lundi 30 octobre : L'APPO, mais cette fois avec la participation active de la Section 22 du syndicat des enseignants, qui a senti passer le souffle chaud du mépris de toute une population derrière ses oreilles, ont de nouveau convoqué à une manifestation, trois marches étaient prévues qui, parties de trois points différents, devaient converger sur le centre, il y avait du monde, beaucoup d'enseignants cette fois-ci, j'ai aussi rencontré des habitants de la commune libre de Saachila solidement armés de gourdins. Il a été décidé d'occuper indéfiniment la place de Santo Domingo, à une centaine de mètres, à peine, du zócalo, jusqu'au départ du gouverneur déchu ; celui-ci a pu réintégrer ses bureaux protégé par plus de 4 000 hommes de troupes. Aussitôt, comme par miracle, à l'heure de la *comida*, des plats sont apparus apportés par les gens du coin. Les politiques du côté du gouvernement central, excepté Fox dont les discours sont toujours aussi décalés par rapport à la réalité, il parle par exemple de retour à la paix sociale quand on voit une place désertée, occupée par l'armée avec des restes de voitures encore fumantes, et les journalistes aussi ont pris la mesure de l'échec fracassant de cette intrusion de la police fédérale préventive et de cette politique *del garrote*, comme s'ils avaient été incapables, ces politiques, tant leur penchant pour la force est élevé, de tirer la leçon du 14 juin[3].

Durant la nuit du lundi au mardi, la Cité universitaire a tenu bon. Les morts, (l'enfant de douze ans a été tué par balles) et les blessés sont trop nombreux ainsi que les disparus et les emprisonnés, pour une opération lamentable vouée dès le début à l'échec. Ruiz Ortiz, Calderón, même combat !

G. L.
Oaxaca, le mardi 31 octobre 2006.

[3] Date de la première tentative de délogement des enseignants de la section 22.

et leur colère, nous pouvions sentir cette colère grandir peu à peu, et ils ont reçu la troupe à coups de cailloux. La troupe avançait inexorablement mais péniblement, elle se trouvait même arrêtée et en difficulté sur certains points stratégiques comme le pont sur l'Atoyac et à la Cité universitaire, où se sont regroupées les forces de la résistance (au moment où j'écris, la Cité universitaire n'est pas encore prise et la radio libre, Radio Université, fonctionne encore).

Pendant que la troupe convergeait inéluctablement vers le zócalo, les habitants des autres quartiers étaient à l'heure au rendez-vous de la manifestation. On ne voit pas cette manifestation à la télévision et pourtant elle était impressionnante. Cette marche sur le zócalo, que l'on cache soigneusement, marque un tournant, et beaucoup ont pris la mesure de l'événement. C'était la marche des habitants de la ville, du populo venu d'un peu partout, la plupart en famille, ce dimanche après-midi, pour manifester son indignation, pas de militants, absence du syndicat des enseignants, quelques maîtres d'école venus à titre individuel, très peu nombreux, quelques membres de la coalition des maîtres indigènes, absence des groupes politiques habituels de gauche ou d'extrême gauche, cette marche en a surpris plus d'un. Elle a atteint la place publique en même temps que l'armée, allait-elle pouvoir entrer sur le zócalo entre les voitures qui brûlaient, la fumée noire et âcre des pneus en flamme, les grenades lacrymogènes des robocops, les hélicoptères en rase-mottes et le tir, disait-on, des francs-tireurs ? Après quelques hésitations, des informations et des mots d'ordre contradictoires, la manifestation a pénétré dans la place. L'armée barrait deux rues d'accès mais les gens ont pu aller et venir sur leur place qu'ils avaient reconquise pour un temps. Après leur tour de place, le défi aux robocops et les rencontres, ils retournaient tranquillement chez eux comme l'on revient d'une féria, un dimanche soir, l'âme apaisée. Une des filles a rencontré trois voisines de sa colonie *los volcanes*, qui nous ont invité à passer la nuit avec elles… sur leurs barricades, il va y avoir du monde, nous ont-elles affirmé, pour la levée de la croix du maître d'école don Panfilo, tombé, il y a neuf jours, sous les balles des tueurs à gage d'Ulises Ruiz.

Presque aussitôt, 360 organisations sociales en tout genre, d'organisations indigènes à des organisations de femmes, en passant par des écologistes, des petits commerçants et des étudiants, ont instauré une assemblée populaire, sorte de parlement citoyen, plus connu sous le nom d'APPO. Cette Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca a organisé cinq marches gigantesques qui ont rassemblé des centaines de milliers de manifestants.

Elle a occupé plus de 30 mairies, bloqué des routes et fermé des administrations et des tribunaux. Le gouvernement a littéralement cessé d'exister, ses traces n'apparaissant que dans les opérations nocturnes lancées par des centaines de policiers en civil et de nervis qui descendaient dans la rue pour tirer avec des armes à feu sur la population. Face à de telles attaques, les barricades d'Oaxaca ont fait preuve d'une énorme efficacité.

Les femmes ont joué un rôle d'une importance extraordinaire. Un soir en particulier, des milliers de femmes ont manifesté dans toute la ville en frappant des casseroles et sont allées au siège de la télévision locale de l'État d'Oaxaca pour exiger qu'on laisse entrer une commission afin de faire connaître leurs revendications. Les vigiles de l'établissement leur refusèrent le passage, ce qui les a évidemment indignées, aussi ont-elles immédiatement occupé la télévision et retransmis pendant plusieurs jours en toute liberté, jusqu'à ce qu'un commando de policiers rende inutilisables les antennes en tirant dessus à coup de fusil. La population a aussitôt réagi et s'est emparée de 13 stations de radio, où pour la première fois la parole a pu être donnée à des centaines de femmes et d'hommes anonymes.

La répression a frappé large : plusieurs dirigeants de l'APPO ont été arrêtés, malmenés et sont encore emprisonnés, l'un d'eux, notamment, dans une prison de sécurité renforcée ; deux manifestants ont été assassinés ; des dizaines de personnes ont été agressées, frappées ou menacées. Devant cette situation, la réponse de la population a été d'une extrême retenue, ce qui n'a pas empêché les médias d'essayer à tout prix d'occulter cette impressionnante révolte populaire, en se contentant de relever d'éventuels liens des

insurgés avec la guérilla ou en caractérisant de vandalisme le blocage des accès aux banques, aux grandes surfaces commerciales ou à l'aéroport.

Mais que signifie cette révolte ? Avec le Chiapas et le Guerrero, l'Oaxaca est un État mexicain extrêmement pauvre, où vivent un grand nombre de communautés indigènes. L'Oaxaca a de tout temps été un bastion contrôlé par les caciques du PRI, le parti de la révolution institutionnelle, qui se sont enrichis effrontément avec leurs alliés les grands patrons de l'industrie et les grandes entreprises multinationales telles qu'Iberdrola (espagnole). Les gouvernants de l'Oaxaca se sont aussi caractérisés par leur ineptie, par leur corruption et par la violence comme moyen pour gouverner. Le 14 juin, la population a dit "Stop, ça suffit. *¡Ya basta!"*.

Après trois mois de mobilisation intense, qu'est-ce qui va se passer maintenant ? Les hommes politiques mexicains et les patrons pressent le gouvernement fédéral de résoudre le problème par une répression expéditive. Le gouverneur Ulises Ruiz réclame à grands cris l'envoi des troupes de la Police fédérale préventive, l'expulsion des piquets et des campements et l'incarcération des opposants les plus radicaux. Par ailleurs, les négociations avec le pouvoir sont pratiquement rompues, le gouvernement fédéral ainsi que les sénateurs appartenant au PRI et au PAN se refusant à cesser les pouvoirs publics, à savoir démettre de ses fonctions le gouverneur[1]. Aussi l'issue la plus probable est-elle une répression comme celle qui eut lieu il y a trente ans, quand le peuple d'Oaxaca était parvenu à destituer le despote Zárate Aquino : simultanément à cette victoire, la ville fut occupée par l'armée, on nomma un gouverneur militaire et les opposants furent emprisonnés, assassinés ou bannis, acculant une partie de la population à la lutte armée.

L'APPO connaît ses classiques et s'est abstenue de recourir à la violence. Malheureusement, tout le monde sait que c'est tout à fait le style et dans l'esprit tordu d'Ulises Ruiz de provoquer cette violence, par exemple en infiltrant des policiers en civil et des exécutants pour provoquer des affrontements, après quoi il est facile de justifier la

[1]Une des revendications non négociables des habitants - NdT.

paramilitaires mais, le matin venu, ne pas chercher à s'affronter à l'armée, une manifestation était prévue le lendemain à 14 heures, qui devait partir du monument de Benito Juárez à la sortie d'Oaxaca pour se diriger vers le zócalo.

Le dimanche au matin les troupes de la Police fédérale préventive (PFP) ont commencé à se déployer, environ 4 500 hommes, auxquelles s'étaient joint la police militaire et le personnel de l'Agence fédérale d'investigation (AFI), 120 personnes, dont le travail consiste à emprisonner les gens soupçonnés d'appartenir à des groupes radicaux et tous ceux qui sont considérés comme des leaders. Il faut ajouter les forteresses que sont les camions « chasse barricades », qui ressemblent à des chasse-neige, les canons d'eau (l'eau contient un produit chimique qui cause des démangeaisons et brûle la peau), les camions de transport d'hommes de troupe armés, six hélicoptères. Cette nouvelle armada pénétrait dans la ville par trois voies, une qui venait d'Etla, l'autre de l'aéroport et qui allait passer par la Cité universitaire, la dernière venait de Tule. Les habitants se sont soulevés. C'est le fait marquant de cette journée. Ils n'ont pas pu s'opposer totalement à l'entrée des troupes, mais ils ont crié leur indignation, leur répulsion, leur rejet et mis en évidence un fait tout simple, mais qui échappe à l'entendement du pouvoir, que cette ville d'Oaxaca est leur ville. Les troupes occupent le zócalo, et le zócalo, qui était plein de vie, est désormais un désert où fument les carcasses de voitures, la vie est ailleurs, autour du zócalo, dans les quartiers qui se sont organisés pour faire face à cet état de siège, partout où ne se trouve pas l'armée. Mais revenons au déroulement chronologique des événements.

Au début, les gens n'ont pas cherché l'affrontement, aux barricades des femmes ont même donné à boire et à manger à ces gamins « robocops » qui étaient debout bien avant l'aube et dont certains tombaient d'inanition à leurs pieds : « tu manges et tu retournes d'où tu viens, tu n'as rien à faire ici. » Mais quand les robocops ont commencé à chercher à détruire leurs barricades et à pénétrer sur leur territoire, les coloniaux[2] ont commencé à crier leur indignation

[2] Habitants des *colonias* qui sont des quartiers créés à partir de la concession de terrains par les habitants eux-mêmes.

Samedi (28 octobre) fut une journée d'interrogations, d'hésitations, d'incertitudes et d'initiatives contradictoires. L'APPO en accord avec la Section 22 du syndicat des enseignants avait décrété pour vendredi une journée d'arrêt général, 24 heures d'interruption complète de l'activité. Malgré l'intervention des sicaires des municipalités contrôlées par le PRI, les barricades ont tenu bon. À la fin de ces 24 heures, c'est-à-dire ce samedi matin, les rues du centre tenues par les enseignants étaient quasiment vides, et le zócalo avait un côté retour des classes et fin des vacances. La nuit avait été difficile. Peu à peu cependant la place centrale allait se repeupler, des gens étaient venus de Puebla apporter leur soutien à l'Assemblée populaire et différentes personnes venaient à tour de rôle apporter leur témoignage ou leur encouragement au micro de l'APPO installé en haut du kiosque, mais cela ne suffisait pas à relancer l'enthousiasme, les gens étaient inquiets et ils allaient et venaient comme des âmes en peine. L'Assemblée populaire devait se réunir mais le local de la Section 22 n'était pas disponible (ou le lui avait-on refusé ?), elle s'est rabattue sur un local de la faculté qui se trouve au centre, mais on lui mettait des bâtons dans les roues, tout cela dans un climat fait de méfiance, de doute et de fatigue et sous la menace imminente de l'intervention de la police fédérale.

Au début de la soirée, nous parvenaient de différentes sources des mots d'ordre contradictoires : rejoindre les barricades de la périphérie et s'opposer autan que faire se peut au passage de l'armée, ou abandonner les trois entrées de la ville pour se concentrer sur le zócalo, ou encore « résister pacifiquement » à l'arrivée de la police fédérale. En fait rien n'était clairement décidé et la réplique était laissée à l'initiative de chacun. L'opposition entre l'APPO et le syndicat des maîtres d'école devenait de plus en plus criante et le divorce semblait consommé avec la désertion du corps enseignant, inutile dans de telles conditions d'engager un combat inégal pour se retrouver derrière les barreaux et perdre l'avancée sociale que représente l'Assemblée populaire. Les gens avaient dans leur for intérieur décidé de se replier. C'est donc dans une place ouverte au vent froid de la nuit que les quelques irréductibles venus pour en découdre ont écouté, les larmes aux yeux, les conclusions de l'assemblée : résister, comme toujours, aux provocation des

répression massive et l'entrée des forces de police anti-émeutes. Ulises Ruiz entend rester au pouvoir dans cet État, avec le soutien des forces de l'ordre et de l'armée.

Aujourd'hui même, des milliers de femmes et d'hommes d'Oaxaca ont repris très tôt leur marche vers Mexico, ayant déjà effectué en une semaine environ 260 kilomètres. Cette marche pourrait fort bien être leur dernière possibilité d'éviter la répression et de réveiller la conscience des Mexicains. Leur appel a d'ailleurs déjà obtenu une certaine réponse car dans d'autres États du Mexique des assemblées populaires ont commencé à surgir.



Face à une telle situation, l'immense révolte populaire des habitants d'Oaxaca appelle de toute urgence à la solidarité active des citoyens et citoyennes du monde entier. D'Oaxaca, nous vous envoyons cet appel. Il est encore temps d'éviter un bain de sang ; il est encore temps de trouver une issue démocratique à ce grave conflit. En attendant, aujourd'hui, dans cette nuit oaxaquienne, les fantômes des communards de Paris continuent d'accompagner les femmes et les hommes rebelles d'Oaxaca et seraient même disposés à s'envoyer un petit mezcal, pour combattre le froid. *¡Salud!*

Carlos Beas Torres, membre de l'Ucizoni (Union des communautés indigènes de la zone de l'Isthme). On trouvera l'original de ce texte à l'adresse : http://www.jornada.unam.mx/2006/09/30/021a2pol.php

Traduction par Ángel Caído de la tribune parue, dans le quotidien "La Jornada", le samedi 30 septembre 2006.

L'autre guerre d'Oaxaca

"Maintenant on est prévenus, ceux de San Felipe et ceux d'El Porvenir, on se tient prêt pour quand ils arriveront, ces sales Indiens de l'APPO." C'est avec ces mots que don Angel, un riche éleveur de bétail du Bajo Mixe, dont les liens avec la mafia sont bien connus, a menacé à mots couverts un dirigeant indigène de cette région.

Deux jours après, le petit groupe de commerçants et d'éleveurs qui dominent la vie du village de Maria Lombardo, Cotzocón, Oaxaca, a propagé la rumeur : "Ceux de l'APPO vont arriver, ils vont saccager les magasins et brûler les maisons", créant ainsi un grand "alboroto" *[tapage]*, comme on dit dans la région.

Ce même type de rumeur et de menaces circule constamment dans toutes les régions de l'État *[d'Oaxaca]* ; et pas seulement dans les petits villages isolés, mais aussi dans les grandes villes comme Tuxtepec, Marías Romero ou Miahuatlan. À Matías Romero, des priistes *[partisans du Parti révolutionnaire institutionnel, PRI]* bien connus ont brûlé la radio La Consentida et le lendemain ont diffusé la rumeur selon laquelle l'APPO irait saccager les locaux du marché du 12 octobre, créant peur et angoisse chez quelques commerçants crédules.

Dans l'Isthme, les opérateurs des radios indigènes sont constamment harcelés et menacés de mort, menaces qui se sont étendues à leurs proches. Elles ont d'abord été dirigées contre Radio Huave, la plus puissante radio communautaire de l'Isthme, puis sur le coordinateur de Radio Ayuuk, et aujourd'hui le président municipal de San Dionisio del Mar menace lui-même le responsable de Radio Umalalang. C'est l'"autre guerre", celle qui s'étend aussi aux opérateurs de radio et en particulier aux journalistes du quotidien "Noticias".

Mais, au-delà des menaces et des rumeurs qui sèment l'angoisse et créent un climat de lynchage, c'est la guerre sale et déclarée des "porros" *[nervis]* et policiers en civil, qui séquestrent et torturent des

enlevée ce matin a été retrouvée en prison. Heureusement la radio université fonctionne, ce qui permet de coordonner les mouvements, de renforcer une barricade qui montre des signes de faiblesse par exemple, de prévenir de la venue des troupes de choc, ainsi s'est organisé tout un réseau d'entraides, les habitants de Saachila, une commune en résistance, se sont regroupés pour envoyer des équipes afin de prêter main forte aux habitants d'Oaxaca, à San Bartolo Coyotepec les habitants se sont retrouvés pour venir en aide à leurs voisins de Santa María Coyotepec.

La nouvelle s'est répandue rapidement et la capitale réagit, des barricades ont été élevées à proximité de l'hémicycle Benito Juárez, nous dit-on. Le bruit court que le ministère de l'intérieur est occupé par ceux qui se trouvaient devant le Sénat. C'est le matin, j'apprends qu'Abascal, le ministre de l'intérieur, vient de donner l'ordre à la troupe d'intervenir. La complicité entre le gouverneur tueur et le gouvernement fédéral est donc bien une complicité objective, l'assassin avait l'aval de l'État pour lancer ses troupes de choc contre les habitants. La ville est bien décidée à résister et toutes les voies d'accès sont hermétiquement fermées par des barricades.

G. L.

Oaxaca, le 28 octobre 2006.

Bien le bonjour,

Je ne vais pas vous donner des informations que vous pouvez trouver dans "La Jornada", les journalistes de ce journal, dont Blanche Petrich, rapportent avec précision les événements en cours et ils arrivent à couvrir bien des facettes de cette lutte pour la dignité, les informations qu'ils donnent sont sérieuses et tombent rarement dans le sensationnel. Ils ont un don d'ubiquité que je n'ai pas. Je me trouve à tel endroit et à telle heure, et les informations à chaud, qui peuvent alors me parvenir portées par la rumeur, sont souvent contradictoires, les passions, les inquiétudes et les émotions dévoient souvent le sens de la réalité, c'est pourtant en ces moments qu'il s'agit de garder son sang froid.

Bien le bonjour d'Oaxaca,

Cette journée d'arrêt de toute activité a été particulièrement meurtrière, quatre morts et un grand nombre de blessés par balles, ou comment se défend la dignité de tout un peuple. Les barricades dans les colonies et sur toutes les voies d'accès au centre ville ont bien tenu malgré les escadrons de la mort et surtout les troupes de choc de policiers municipaux en civil fortement armés face à des gens qui les affrontaient avec des pierres. Ce sont les municipalités des environs, encore contrôlées par le PRI, le parti révolutionnaire institutionnel d'Ulises Ruiz, qui ont recruté et armés ces tueurs et qui sont directement responsables des violences et des assassinats. La municipalité de Santa Lucía del Camino où un jeune journaliste nord américain d'Indymédia a trouvé la mort, et la municipalité de Santa María Coyotepec où il y eut deux morts et dix huit blessés ont joué un rôle déterminant dans cet affrontement contre les membres de l'Assemblée populaire. L'ambassadeur des États-Unis ment en parlant d'un échange de coups de feu. Rueda Pacheco, dirigeant du syndicat enseignant, ment en parlant de groupes violents et en se gardant bien de dire d'où viennent les tueurs. L'État a désormais le prétexte qu'il attendait pour rétablir l'ordre et l'État de droit comme il dit si bien. Ulises Ruiz joue-t-il son va tout dans une ultime confrontation meurtrière ou a-t-il l'aval de l'État pour provoquer des morts en vue de l'intervention de l'armée et de la police préventive fédérale ?

L'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca n'a pas jusqu'à présent répondu à la provocation en s'armant, ce qui justifierait l'envoi des troupes, et c'est les mains nues qu'elle garde les barricades et qu'elle fait face, avec une vaillance admirable, aux escadrons de la mort et aux sbires du PRI. Les familles ou les amis restent auprès des blessés et veillent à ce qu'ils soient soignés par des médecins et transportés par les ambulances rouges de l'APPO, les ambulances de la protection civile sont fliquées et l'hôpital n'est pas sûr. La croix rouge, nous dit-on, refuse d'intervenir sur ordre du gouverneur déchu. Les disparitions sont nombreuses, la personne qui avait été

étudiants et des activistes comme Pedro García García et Ramiro Aragón. C'est l'agression vicieuse, qui opère dans l'ombre et a coûté la vie à au moins six habitants d'Oaxaca, comme Alejandro, un peintre d'enseignes solidaire assassiné par un militaire et un enseignant opposant au mouvement. Ils auraient bien pu être assassinés par les promoteurs de cette guerre sale pour faire endosser le crime à l'APPO et déclencher ainsi de graves affrontements.

C'est la guerre sale, menée par des groupes de priistes, qui se présentent comme de bons pères de famille, mais sont en réalité des policiers habillés en civil accompagnés de chauffeurs de taxis.

Les menaces et agressions de la part des représentants du gouvernement fédéral, des présidents municipaux et des dirigeants du PRI font partie du plan exécuté depuis plus de trois mois par le gouverneur Ulises Ruiz, qui cherche désespérément à se maintenir au pouvoir, sans prendre en compte le coût que pourraient avoir ces affrontements.

Les grands médias ont porté toute leur attention sur l'autre visage de la guerre, ils ont rendu compte des vols d'hélicoptères sur la ville d'Oaxaca et du débarquement en nombre des soldats à Salina Cruz et Huatulco. Pourtant l'autre guerre, celle de tous les jours, celle qui ne s'écrit pas, celle qui avance masquée, se poursuit, nourrissant le danger d'une grande confrontation à Oaxaca.

Il y a deux guerres à Oaxaca. L'une au visage de l'invasion militaire, l'autre perpétrée par les caciques et gouvernants locaux qui sont prêts à tout pour éviter de perdre les privilèges qui leur ont permis de gouverner de manière ininterrompue depuis soixante-dix-sept ans. Et tandis que le Sénat de la République résiste à défaire le pouvoir de cette région, les agresseurs agissent la nuit, et rapidement.

Carlos Beas Torres, membre de l'UCIZONI (Union des communautés indigènes de la zone nord de l'Isthme).Tribune parue dans "La Jornada", le 16 octobre 2006. http://www.jornada.unam.mx/2006/10/16/025a2pol.php

Chronique des événements récents à Oaxaca

Un huitième mort dû à ce que les observateurs appellent "la guerre sale" : un soldat en civil a tiré une balle dans la tête d'un jeune militant de l'APPO ; il affirme avoir agi de sa propre initiative, alors que l'APPO soupçonne le gouverneur Ulises Ruiz d'être le commanditaire. Les autres morts ont tous été assassinés par des policiers en civil ou des tireurs sans identification : le gouvernement joue la stratégie de la peur et de l'usure. Un seul des huit était un prof appartenant à une tendance opposée à l'APPO, et une campagne de presse a immédiatement attribué l'assassinat à celle-ci - qui dénonce au contraire un coup monté et explique qu'elle au moins règle autrement ses différends.

La présidente du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), Esther Elba Gordillo, a annoncé qu'elle allait exclure du syndicat la Section 22, à l'origine de la révolte d'Oaxaca. La réponse des profs n'a pas tardé : plusieurs associations de profs de tous les États mexicains ont décidé de former un nouveau syndicat et ne plus payer leur cotisation au SNTE qui est "une mafia corrompue" aux ordres du gouvernement. Ils préparent pour le 19 novembre une Convention nationale éducative et appellent tous les profs du SNTE à quitter celui-ci pour les rejoindre. Tout cela doit être interprété sur fond de situation catastrophique de l'enseignement public au Mexique : tous les parents qui le peuvent paient l'école privée à leurs enfants tellement le niveau du public est bas ; quant à l'université, le gouvernement de droite parle de "décentraliser" l'UNAM (Universidad Nacional Autonoma de Mexico), l'une des plus grandes et des meilleures universités d'Amérique et du monde, ce que les universitaires identifient comme une stratégie larvée de privatisation et une tentative d'affaiblissement d'un bastion de la gauche.

Une commission d'observation du Sénat fédéral doit se prononcer aujourd'hui sur "l'absence de gouvernement" à Oaxaca et déclarer s'il

enquête impartiale sur les assassinats et tortures, et de trouver rapidement une solution politique au conflit.

L'association « Services et assistance pour la paix » (Serapaz), dirigée par l'évêque Samuel Ruiz Garcia, a proposé aux parties en conflit une trêve de 100 jours, incluant une démission temporaire du gouverneur, la libération des militants prisonniers, et, de l'autre côté, la levée des barricades et la réouverture de la ville. Dans la proposition, datée du 17 octobre, figurent également la désignation par commun accord d'une instance civile de médiation qui pourra entreprendre le long processus de résolution du conflit, ainsi que l'organisation d'une large consultation pour la « transformation politique, la paix et le développement d'Oaxaca ».



Pendant ce temps, le Président Vicente Fox se préoccupe surtout de dorer son image avant de terminer son mandat, se félicitant d'avoir résolu pacifiquement et démocratiquement les conflits autour de l'EZLN, autour de la construction de l'aéroport, et concernant les problèmes agraires ; il répète qu'il en sera de même pour le conflit d'Oaxaca.

Le Cspcl remercie Annick pour ces résumés d'articles parus dans « La Jornada ».

protection de son garde du corps pour échapper à la colère de la foule qui l’accusait de trahison.

Les membres non enseignants de l’APPO demandent à ceux-ci de ne pas se démobiliser avant l’obtention de la démission du gouverneur, mais ils annoncent qu’ils respecteront la décision de la consultation. En attendant, plusieurs affrontements ont eu lieu entre des parents qui rouvraient les classes et des militants de l’APPO qui les maintenaient fermées.

Le porte-parole du PRI au Sénat, Carlos Jimenez Macias, a déclaré que l’usage de la force publique était la seule issue possible à Oaxaca, et que c’était une pratique utilisée par toutes les grandes démocraties pour rétablir l’ordre - et il a donné comme exemples le Chili, la France et la Grande-Bretagne. La force publique, a-t-il ajouté, ne doit cependant pas user de moyens violents.



Plusieurs ONG mexicaines de défense des droits humains ont exposé la situation d’Oaxaca devant la Commission interaméricaine des droits humains à Washington, dénonçant les assassinats, menaces de mort, harcèlements, détentions illégales, fabrications de délits, destructions de moyens de communication. La CIDH leur a répondu qu’elle effectuerait une visite au début de 2007. De son côté, Amnesty international a repris dans un communiqué l’ensemble des dénonciations signalées par les associations mexicaines et a répété sa préoccupation devant un possible usage de la force par la Police fédérale préventive. L’organisation internationale demande aux autorités de mener une

faut organiser ou non des élections anticipées pour remplacer l’actuel gouverneur. Les observateurs pressentent que la commission ne déclarera pas l’absence de gouvernement, même si plusieurs de ses membres ont déjà reconnu que la situation a atteint un point de non retour et que le retrait du gouverneur est la seule solution qui éviterait l’effusion de sang. Les centaines de délégués de l’APPO qui ont effectué la marche de Oaxaca à Mexico campent depuis la semaine passée devant le Sénat pour essayer de se faire entendre. Une vingtaine d’entre eux ont commencé une grève de la faim.

Pour comprendre la détermination absolue du mouvement à chasser le gouverneur de l’État, il faut avoir lu et entendu, jour après jour, ce qui se passe en fait dans toutes les régions où le PRI est au pouvoir : aucun problème public n’est jamais traité, sauf sous forme de clientélisme ; les fonds publics sont systématiquement détournés, les auteurs de délits proches du pouvoir sont dans l’impunité totale, les opposants politiques sont incarcérés arbitrairement ou tués par des inconnus qui ne sont jamais jugés. Il faut vivre ici pour comprendre à quel point tout est pourri. Dès lors, on peut se demander en quoi le changement de gouverneur ferait vraiment changer les choses, mais manifestement, dans l’esprit des révoltés, ce n’est qu’un premier pas et les associations ne laisseront plus jamais s’installer un potentat absolu comme celui que le PRI a installé en plus de 70 ans de pouvoir exclusif.

Pour comprendre à quel point en est la violence politique : dans l’État de Tabasco vient d’avoir lieu l’élection du gouverneur ; des militants du PRD (Parti de la révolution démocratique, progressiste plus ou moins de gauche), parmi lesquels des députés, qui étaient venus aider leur collègue dans sa campagne électorale, ont été enlevés et torturés par des inconnus. L’actuel gouverneur (PRI) n’a rien fait pour retrouver les responsables ; le nouvel élu est, comme par hasard, le candidat du PRI.

L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DES PEUPLES D'OAXACA DÉCLARE L'ALERTE MAXIMALE

19 octobre.

Hier soir, 18 octobre, un instituteur indigène qui sortait d'une réunion a été abattu par trois balles tirées depuis une voiture sans plaques. D'autres militants ont reçu par téléphone des menaces de mort. L'APPO a déclaré l'alerte maximale pour renforcer les occupations et les barricades. La Section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation est en train de réaliser une consultation des 70 000 enseignants de l'État pour savoir s'ils veulent reprendre les cours ou continuer la grève. Celle-ci devient de plus en plus difficile à poursuivre en raison de la suspension du paiement des traitements depuis deux mois. Quelle que soit la décision des participants, la section a cependant annoncé qu'elle ne renoncerait en aucune façon à réclamer la destitution du gouverneur Ulises Ruiz, qui n'est, dit-elle, pas négociable. Des militants et des parents ont déjà manifesté leur désir de poursuivre la grève en proclamant : "Un enseignant conscient ne se rend ni ne se vend" et "Enseignant, tu as commencé, tu dois terminer ! Ulises n'est pas parti, tu dois le chasser !".

Le Sénat a déclaré que l'État n'était pas en rupture de pouvoir (ce qui empêche d'organiser des élections) mais qu'il y avait ingouvernabilité de fait et persistance des procédés "de caciques". Au grand scepticisme de tout le monde, le président Vicente Fox a assuré que le problème serait résolu par la négociation avant la fin de son mandat.

Sur place, en effet, on est loin des discours lénifiants. Tandis que le parti au pouvoir (PRI) commence à préparer l'opération de récupération du centre-ville (le gouvernement a notamment commencé à réaménager une prison en prévision d'une arrestation massive d'enseignants et de militants), les brigades mobiles de l'APPO ont repris l'occupation de bâtiments publics, en commençant par le siège du gouvernement, dans lequel ils se sont contentés de laisser des graffitis, et en terminant par le bâtiment du Journal officiel.

En l'absence des forces de police dans le centre-ville occupé, les infractions se multiplient, et une justice populaire s'installe, qui ne fait

pas toujours dans la dentelle : un homme qui s'est introduit par deux fois dans une école maternelle pour voler et pour tenter de violer une institutrice, a été tabassé par la foule avant d'être remis aux autorités judiciaires. Sa photo, le visage ensanglanté, et portant une pancarte sur laquelle on a écrit "Je suis un rat et un violeur", fait le tour de la presse, alimentant la campagne de dénigrement du mouvement.

Des actions spectaculaires pour se faire entendre.

À Mexico se poursuit l'occupation des délégués de l'APPO devant le Sénat fédéral, ainsi que la grève de la faim d'une partie d'entre eux. Une vingtaine de manifestants se sont prélevé une seringue de sang pour écrire avec leur propre sang des slogans pour la liberté et contre le gouverneur Ruiz. Cette action spectaculaire est, selon une militante du Front populaire révolutionnaire, "le seul moyen qui nous reste de nous exprimer". S'adressant à la presse, les délégués dénoncent ce besoin de spectaculaire : "Voyons si maintenant vous nous prêtez attention. C'est ça que vous voulez ? Eh bien vous l'avez !"

ULTIMATUM À RUIZ ; NOUVELLE CONSULTATION SUR LA REPRISE DES COURS ; APPELS D'ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

24 octobre.

L'APPO a lancé un ultimatum à Ulises Ruiz : il a 72 heures à partir de ce mardi pour démissionner, sinon à partir de vendredi de nouvelles actions seront mises en place au niveau national.

Une nouvelle consultation des enseignants sur la reprise des cours est effectuée en ce moment par la Section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) et son résultat sera rendu public demain mercredi. En effet, l'assemblée des secrétaires de délégations, réunie samedi dernier, avait refusé les résultats présentés par la direction pour justifier la reprise du cycle scolaire, dans la mesure où trois décomptes successifs avaient débouché sur des chiffres différents. Après une nuit de discussions et de tensions, le dirigeant de la Section 22, Enrique Rueda Pacheco, avait dû s'enfuir sous la